

Avec le soutien de
l'Organisation
Internationale de
la Francophonie



الايام

AL AYAM

الاقتصادية
(اسمها وفق الطيب سنة 1966)

1000 L.L

- La monarchie, une chance pour le Maroc
- Énième conflit en Palestine, quelles leçons ?
- Conférence des OING de la Francophonie
- La femme dans les religions monothéistes

N° 78 - Août 2014

Fondé en 1966 par Wafic El Tibi

Travailler 3 jours par semaine...une nécessité économique ?

Avoir plus de jours de repos que de travail chaque semaine, l'idée est tentante. Au delà de l'effet médiatique, cette mesure qui comporte certaines contraintes est celle de Carlos Slim, homme d'affaires mexicain, 1^{er} fortune mondiale...

Le multimilliardaire mexicain Carlos Slim préconise seulement trois jours hebdomadaires de travail. Mais attention, il y aurait des contreparties : des journées plus intenses et une retraite tardive.

Dans un discours prononcé au Paraguay lors d'une conférence d'affaires, le multimilliardaire a proposé de révolutionner notre manière de travailler. La raison ? L'espérance de vie qui ne cesse d'augmenter. Le Mexicain souhaite donc réduire la durée du temps de travail hebdomadaire tout en allongeant la durée de la vie active. «Les gens vont avoir à travailler davantage d'années, jusqu'à leurs 70 ou 75 ans», a déclaré Carlos Slim, qui a lui-même 74 ans. «L'idéal serait de travailler 11 heures par jour, trois fois par semaine», a ajouté le multimilliardaire.

Changer de routine

Repenser nos habitudes permettrait de générer une force de travail «plus saine et plus productive», selon l'homme d'affaires. «Avec trois jours de travail par semaine, nous aurions davantage de temps pour nous détendre, et avoir une meilleure qualité de vie», estime Carlos Slim. Selon lui, ces 33 heures

hebdomadaires de travail permettraient de conserver de grandes zones d'emplois. «Les quatre jours de repos permettront de créer de nouvelles opportunités de création de richesse en matière de divertissement notamment», a fait savoir le Mexicain.

Carlos Slim a également insisté sur l'importance de travailler plus longtemps. C'est même indispensable pour les défis financiers posés par la longévité. Le multimilliardaire considère comme insoutenable le système de retraite dans les pays les plus riches. Un système qui avait été conçu à une époque où l'espérance de vie était de 60 à 75 ans dans une «société industrielle qui favorisait le travail physique». «Maintenant que nous sommes entrés dans la société de la connaissance et du savoir, et que l'espérance de vie dans les pays les plus riches est de 20 ans supérieure, faire travailler les personnes plus longtemps devient vital pour la société».

Applications concrètes

Président de Telmex, une des grandes compagnies de téléphonie mexicaine, Carlos Slim a déjà introduit au sein de son entreprise les prémices



de ces nouvelles méthodes de travail. Il a ouvert un programme volontaire permettant à ses collaborateurs de continuer à travailler et à être payé après la retraite, quatre jours par semaine, révèle le Figaro sur son site. En France, plusieurs centaines d'entreprises (dont Fleury Michon et Mamie Nova) pratiquent déjà cette semaine de quatre jours.

«Le Roi Midas»

Carlos Slim âgé de 67 ans est notamment propriétaire du premier groupe de téléphonie en Amérique latine, du groupe financier INBURSA, du groupe industriel Carso et de chaînes de magasins et de restaurants. Surnommé «Le

Roi Midas», il a bâti sa fortune dans les années 1980 en redressant des entreprises en difficulté achetées à bas prix.

Début 2014, le magazine Forbes, qui n'a pas confirmé l'information, crédite ce fils d'immigré libanais d'un patrimoine de 53,1 milliards de dollars, derrière le patron de Microsoft, Bill Gates, crédité alors par la revue économique de 56 milliards. Sentido Comun précise que son estimation est fondée sur l'évolution des prix des actions des entreprises contrôlées par Carlos Slim et sa famille, sans prendre en compte ses actifs dans des sociétés étrangères. Le même système est appliqué à la fortune de Bill Gates.

Gaza: conséquences économiques d'une guerre

L'opération «Bordure protectrice» de l'armée israélienne dans la bande de Gaza risque de plomber l'économie de l'Etat hébreu. Au-delà de la suspension des vols américains et européens, c'est toute l'activité qui est au ralenti.

Une suspension des liaisons aériennes historique

Une décision spectaculaire : pour la première fois depuis 25 ans et la guerre du Golfe, l'Agence fédérale américaine de l'aviation (FAA) a interdit aux compagnies aériennes de desservir les aéroports israéliens. L'Agence européenne de la sécurité aérienne (AESA), elle, a incité les compagnies à faire de même - des vols Air Méditerranée ou British Airways sont toujours prévus pour Tel Aviv. Depuis l'été 1990, des compagnies avaient en effet annulé des vols de manière épisodique (au début de la seconde

intifada en 2001-2003 ou lors de l'opération Plomb durci de 2008-2009), mais les agences régionales n'étaient pas intervenues. Le crash du MH17 en Ukraine a sans doute poussé les acteurs du secteur aérien à une prudence accrue. S'alarmant des conséquences économiques, le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu a demandé à John Kerry l'annulation de ces décisions.

Une crise pour le tourisme israélien

Israël ne subit pas pour autant un blocus, le transport de marchandises étant toujours autorisé. Mais la suspension de nombreux vols venant des pays occidentaux prive le pays d'une manne touristique. Environ 45% des touristes viennent de pays européens et 20% des Etats-Unis. En 2013, Américains et Européens représentaient environ 2,3 millions

de touristes (sur un total de 3,53 millions). Et le ministère du tourisme israélien avait des objectifs plus importants, se fixant même la barre des 5 millions de visiteurs étrangers en 2015. De tels chiffres ne sont plus d'actualité, d'autant plus que certains tour-opérateurs européens (l'Allemand TUI, le Français FRAM...) ont annulé depuis début juillet leurs circuits de voyages. Joint par leJDD.fr, Laurent Gahnassia, le directeur de communication de l'office de tourisme israélien en France, relativise toutefois : «Parce qu'il fait plus chaud et que les prix sont plus chers en été, la haute saison se situe surtout à partir de septembre-décembre, puis en avril-mai.» De



plus, «si le grand public met quelques mois à revenir après un conflit, les pèlerins reviennent incontestablement plus vite», précise-t-il.

Suite page 3

La monarchie, une chance pour le Maroc

Charles Saint-Prot

Directeur de l'Observatoire d'études géopolitiques



Le 30 juillet 2014, lors de la Fête du Trône, le Maroc a célébré le 15^e anniversaire du règne du Roi Mohammed VI. Depuis 1999, les quinze premières années du règne sont marquées par une modernisation profonde du pays dans le respect de ses traditions et de son identité.

Sous l'impulsion volontariste du Souverain, face aux nombreux défis du monde moderne et dans le contexte des crises régionales, le Royaume a tenu le cap d'un projet global ayant pour objectif un plus grand développement politique, social, économique et une diplomatie de plus en plus dynamique.

Stabilité et développement

Sur le plan politique, les années 1999-2014 ont été placées sous le signe, d'une part, du renforcement d'institutions adaptées au monde en évolution et, d'autre part, de la consolidation d'un Etat de droit où se trouvent respectés à la fois le droit, interne et international, et les droits civils, politiques, humains, sociaux et culturels des citoyens. Il faut donc comprendre la notion d'Etat de droit dans le sens le plus large et dans le cadre d'une monarchie moderne, responsable et populaire. C'est une monarchie de progrès qui est la garante des grands équilibres, de l'unité nationale –de Tanger à la frontière mauritanienne–, du bien commun (maslaha) et de l'effort d'adaptation (l'ijtihad) dans le champ religieux.

C'est également la monarchie qui a été le moteur des initiatives concernant l'économie et le développement social. Le Maroc a ouvert sur tous les fronts des chantiers qui devraient lui permettre de réussir le pari du développement global et durable auquel le Roi est très attaché. Le Maroc a donc franchi des étapes décisives en modernisant ses infrastructures, en attirant des

investisseurs et des partenaires internationaux de premier plan (Renault, Bombardier, Lafarge...) en promouvant de vastes projets comme TangerMed, les énergies renouvelables, l'industrialisation (automobile, aéronautique, pharmacie, sidérurgie, agro-alimentaire...) ou les nouvelles technologies. En même temps, le Roi a veillé tout spécialement à ce que le développement économique ne soit pas dissocié du progrès social, ce qui l'a conduit à lancer l'Initiative nationale de développement humain (INDH) et à créer de nombreuses fondations caritatives ou sociales –comme la Fondation Mohammed V pour la solidarité. On ne peut oublier le rôle essentiel du Souverain pour faire avancer la condition de la femme, que ce soit avec le nouveau Code de la famille (2004), l'action en faveur des plus démunies ou la nomination de nombreuses femmes aux plus hautes fonctions de l'Etat.

Le conflit artificiel sur le Sahara marocain

Le troisième volet concerne la diplomatie. Le principal dossier est naturellement celui du Sahara marocain. A cet égard, le Roi Mohammed VI a une gestion pragmatique et réaliste du conflit artificiel créé de toutes pièces par Alger et le bloc soviétique durant la guerre-froide. Il a su prendre un temps d'avance.

En 2007, alors que la situation était au point mort, le Maroc, fort du consensus national, a repris l'initiative en proposant un plan d'autonomie que toutes les grandes puissances considèrent comme « sérieux et crédible » et le seul moyen de mettre fin à cette affaire qui n'a que trop duré. Revenant à une vision plus juste des choses après des années de dérive, les Nations unies ont abandonné la fiction d'un referendum d'autodétermination qui ne se justifierait en rien puisque la libération d'un territoire occupé doit se traduire par le retour pur et simple de

ce territoire à sa mère-patrie, comme cela a été le cas de l'Alsace-Lorraine pour la France. Le fond du problème n'est pas une question de décolonisation mais une forme d'agression de la part de l'Algérie qui entretient contre le Maroc un groupe séparatiste qui a d'ores et déjà des accointances avec le terrorisme régional et les narcotrafiants.

Le danger du séparatisme encouragé par Alger serait la balkanisation de la région et une déstabilisation majeure au niveau géopolitique, donc une menace pour la paix et la sécurité régionale et un drame pour les peuples du Maghreb. Si l'on veut éviter que la zone saharo-sahélienne se transforme en une nouvelle Somalie, il faut mettre un terme au conflit sur le Sahara marocain. La communauté internationale ne peut plus entretenir la fiction de ce conflit artificiel. D'autant que la solution existe. Tout le monde la connaît, c'est le plan d'autonomie proposé par le Maroc et d'ailleurs personne ne propose d'autres solutions de sortie du conflit.

Une ambitieuse politique africaine

Grâce à la diplomatie de grande envergure du Souverain marocain, la thèse algéro-séparatiste a reculé et le nombre des Etats qui avaient reconnu la structure séparatiste fantôme a considérablement diminué, notamment en Afrique où le Roi Mohammed VI a développé une diplomatie très active axée sur une vision ambitieuse de la coopération sud-sud.

L'Afrique représente la dimension stratégique du Royaume chérifien qui est le seul pays du Maghreb arabe à avoir eu des relations multi-séculaires avec l'Afrique noire, à les conserver et à les faire fructifier. Le Roi du Maroc a donc fait de l'Afrique une priorité de la diplomatie

du Royaume. Il est particulièrement attaché à rappeler le rôle spécifique du Maroc comme espace de transmission avec le sud du Sahara, l'Afrique noire, et comme pivot nécessaire entre le monde européen et l'Afrique subsaharienne.

Le Maroc s'est également imposé comme un acteur incontournable dans la zone saharo-sahélienne et les événements récents, comme la crise du Mali, ont démontré que la paix dans toute cette partie de l'Afrique ne peut être garantie sans une forte implication du Maroc dans les processus de sécurité et de stabilisation dont certains prétendaient l'exclure.

A tous égards, le Royaume du Maroc doit être le partenaire privilégié d'une diplomatie française qui gagnerait à être plus dynamique, moins tributaire de certains cercles nostalgiques d'idéologies qui ont fait faillite, plus claire et, par conséquent, plus ancrée dans les grandes constantes de la politique arabe et africaine de la France.

Au total, il est possible d'affirmer que le Maroc est un pays émergent –l'un des seuls qui progressent dans le monde arabe– et une puissance diplomatique de tout premier ordre en raison de son rôle central pour la sécurité au sud de la Méditerranée. Cela a été rendu possible grâce à la stabilité assurée par une monarchie populaire et nationale en constante évolution, qui est l'atout principal de la nation marocaine et lui confère un avantage sur les autres pays de la région. La monarchie ! C'est tout le secret de l'exception marocaine.

Bibliographie :

Charles Saint-Prot, Frédéric Rouvillois, dir. *L'exception marocaine, Paris, Ellipses, 2013.*

Énième conflit en Palestine, quelles leçons ?

Nouveau conflit dévastateur pour le peuple palestinien, qui subit une riposte dure de la 4^{ème} puissance militaire mondiale. La population civile désespérée s'accroche de plus belle au principe de la résistance et la société civile israélienne est soudée derrière son armée. Un horizon bouché que décrit Tahar Ben Jelloun dans cet article qui pose le problème avec objectivité, en se souciant des origines réelles d'un conflit qui dure depuis 66 ans

On apprend l'histoire à l'école, on oublie d'enseigner comment lire l'histoire. Non seulement la guerre actuelle entre Israël et les habitants de Gaza est mal lue, mais elle s'est engagée dans une spirale sans issue. Un simple constat : jamais une terre occupée, un peuple colonisé ne le sont restés éternellement. Tôt ou tard, les valeurs de liberté, de justice et de dignité l'emportent sur toutes les brutalités, quelles que soient les armes utilisées.

Il fut un temps où personne n'aurait osé imaginer une Algérie indépendante ou une Afrique du Sud débarrassée du système de l'apartheid. Et pourtant l'histoire a été plus forte que l'irrationalité et la prétention des hommes.

Une majorité d'Israéliens est persuadée qu'avec la force on peut atteindre la paix. Dominer, humilier, harceler en temps dit normal ne peut qu'exacerber davantage les esprits et installer de manière profonde et irréversible la haine et la détermination à atteindre la libération.

Que ce soit à travers un discours religieux ou nationaliste, les populations palestiniennes mènent le combat pour que l'histoire leur rende justice. On peut discuter leurs méthodes, refuser leurs discours, mais on ne peut pas leur reprocher de lutter contre l'occupation doublée d'un embargo inhumain. Certes, le Hamas ne représente pas tous les Palestiniens, mais il existe par la volonté d'électeurs qui pensent que l'occupant ne désire pas la paix, en tout cas pas la coexistence entre deux États.

L'Autorité palestinienne a fait tellement de concessions qu'elle se trouve aujourd'hui nue et sans moyens pour reprendre ne serait-ce que les négociations. Israël a assez prouvé par son comportement et par ses choix stratégiques que son désir de paix est un leurre, une illusion à laquelle il ne donne aucune réalité, et qu'il ne fait rien pour aller dans le sens d'un dialogue sincère. Il ne croit qu'à la force et pense qu'avec des massacres, des bombardements des populations civiles, des écoles et des lieux publics, il fera plier le Hamas et fera taire tous les Palestiniens. C'est l'inverse qui se produit : l'ensemble des peuples arabes et musulmans et même une partie de plus en plus importante de la société civile dans le monde, y compris en Israël, sont horrifiés par cette guerre.

Terrorisme intellectuel

Il y a une base juridique à tous ces événements : la résolution 242 des Nations unies que tous les États du monde reconnaissent comme légitime à l'exception de l'État d'Israël. Depuis des décennies, tous les gouvernements qui se sont succédé en Israël ont indiqué que pour que ce soit défini le statut de ces territoires

occupés, deux conditions étaient nécessaires : la reconnaissance de l'existence de l'État d'Israël par les Arabes et les Palestiniens, condition remplie par les traités avec l'Égypte et la Jordanie et avec l'Autorité palestinienne. La deuxième condition est l'existence de frontières israéliennes sûres et reconnues et la cessation de tout acte hostile. Israël n'a cessé de coloniser les territoires occupés et d'empêcher, de ce fait, tout accord pour l'existence de deux États.

Aucune concession n'a été accordée à Mahmoud Abbas, pas plus qu'à son prédécesseur Yasser Arafat. Il a construit un mur qui n'a rien résolu. Cela explique le succès électoral du Hamas dans la bande de Gaza. Le Hamas se sert de l'absence de tout résultat tangible dans le processus de paix pour revenir à l'action armée avec des attentats désespérés et des



attaques sans efficacité. L'intransigeance de l'État hébreu est directement responsable de la montée en puissance du Hamas et du soutien qu'il rencontre dans la population palestinienne de plus en plus étouffée par un embargo économique, sanitaire et humain que tous les observateurs du monde entier, y compris dans les médias américains peu susceptibles de sympathie excessive pour la cause palestinienne, considèrent comme catastrophique et inacceptable. Israël méprise les nombreuses résolutions des Nations unies, et aucun État, aucune puissance, n'est en mesure de faire pression sur lui.

C'est ainsi. Celui qui critique cette politique est traité d'antisémite. Depuis quelque temps, des intellectuels ont entrepris un travail militant pour faire de l'antisionisme une attitude antisémite.

Cette équation, qui relève du terrorisme intellectuel, est une défaite de la pensée, un renoncement à l'objectivité. Je suis personnellement contre la politique coloniale d'Israël. Pour autant, je ne suis pas antisémite. C'est me diffamer et m'insulter que de prétendre le contraire.

Dans Palestine, mon pays, le poète Mahmoud Darwich écrit : «L'Israélien dicte au Palestinien la langue et les intentions qui doivent être les

siennes. L'alibi des Israéliens que constitue leur lutte pour la survie exige en permanence que l'autre soit sauvage. Son antisémitisme doit justifier l'occupation, et toutes les occupations à venir, destinées à consolider les précédentes.» (Éditions de Minuit ; 1988.) Cela entraîne la débâcle de la pensée, laissant la place à un discours culpabilisant, manichéen et passionnel.

Politique de deux poids, deux mesures

Les images des centaines d'enfants tués par les bombes israéliennes ont fait le tour du monde, et Israël, malgré ses soutiens traditionnels et automatiques en Europe et aux États-Unis, ne pourra rien pour se laver de ce crime contre l'humanité. On connaît la litanie des dirigeants : la responsabilité de ces morts reviendrait au Hamas qui utilise les populations comme boucliers et lance des roquettes sur Israël. On vient d'apprendre par un dirigeant de la police israélienne que le kidnapping et l'assassinat des trois adolescents n'ont pas été commis par le Hamas, mais par un groupe qui échappe totalement à ce mouvement.

Le Hamas aurait dû, comme l'a fait Mahmoud Abbas, condamner ce crime horrible. Mais il a commis une erreur et une faute politiques. Cela justifie-t-il ce que l'armée Tsahal a fait depuis trois semaines, atteignant au 27 juillet 2014 le chiffre fatidique de 1 000 morts ?

Il est normal qu'un citoyen français de confession juive se sente solidaire d'Israël.

Je ne le lui reprocherai pas. Pourquoi refuser aux Arabes de France d'exprimer leur solidarité avec un peuple qui subit des bombardements de plus en plus meurtriers ? N'en déplaise à Manuel Valls, cette politique de deux poids, deux mesures est, hélas, bien réelle, et si j'étais à sa place, je tendrais l'oreille pour entendre ce que les populations du Maghreb disent aujourd'hui de la France et de ses dirigeants. Politique à courte vue. Pas de vision. Tout cela est bien navrant.

Dans une interview récente au Nouvel Observateur, l'historien israélien Zeev Sternhell pense que «la droite israélienne est porteuse d'un désastre sans nom qui est en train de s'abattre sur nous. [...] Elle veut conquérir la Cisjordanie sans le dire tout en l'annexant. Elle veut que les Palestiniens acceptent de leur propre chef leur infériorité face à la puissance israélienne.»

L'espoir de sortir de cet enfer, même s'il est mince, viendra de l'intérieur d'Israël, de la société civile, lucide et courageuse.

Tahar Ben Jelloun
(Lepoint.fr)

Gaza: conséquences économiques

Suite de la page 1

Une activité économique au ralenti

Le tourisme n'est pas le seul secteur qui pâtit d'une opération militaire d'envergure comme «Bordure protectrice». Lors d'une conférence de presse, un ancien directeur général du Trésor israélien Doron Cohen a calculé que le conflit pourrait coûter entre 8 et 10 milliards de shekels (entre 1,17 et 2,16 milliards d'euros) à l'économie israélienne, dans l'hypothèse d'une durée totale de trois semaines. Soit une perte comprise entre 0,75% et 1% du PIB. Dans un communiqué, l'Association israélienne des industriels a précisé que les seuls dégâts émanant des roquettes lancées par le Hamas avaient, jusqu'à maintenant, coûté 74,6 millions d'euros aux entreprises.

Un budget de la Défense exponentiel

Le seul coût budgétaire de l'opération militaire devrait plomber les finances publiques israéliennes, avec un coût total entre 430 et 650 millions d'euros selon les estimations du gouvernement. Cette forte augmentation du budget de l'armée - le premier en terme de crédits dans le pays, avec 58,4 milliards de shekels (12,6 milliards d'euros) -, est surtout due à la mobilisation des près de 65.000 réservistes. Les surcoûts de fonctionnement du système de défense antimissile «Dôme de fer» explique aussi cette hausse.

La Cisjordanie en victime collatérale, la bande de Gaza ravagée

Les conséquences économiques concernent tout autant la Cisjordanie : ce territoire palestinien ne possède pas d'aéroport - même si un projet de construction est en cours. Ses flux de marchandises traversent soit Israël, soit la Jordanie, et de nombreuses entreprises cisjordaniennes travaillent avec des sociétés israéliennes. Une crise économique dans l'État hébreu aura donc forcément des conséquences sur le territoire palestinien.

Mais ces effets collatéraux ne sont pas comparables à la situation même de la bande de Gaza. L'opération «Bordure protectrice» est en train d'y réduire à néant toute activité économique, forcément locale à cause du blocus en vigueur depuis 2007 et sa prise de pouvoir par le Hamas. Les États-Unis ont d'ores et déjà annoncé une aide de 47 millions de dollars pour les civils palestiniens à Gaza. Si une partie de la somme est dédiée à l'aide humanitaire, l'Agence américaine pour le développement international travaille sur un plan de relance économique de la zone. A condition que l'argent ne tombe pas dans les poches du Hamas.

Francophonie

Conférence des OING de la Francophonie

Al Ayam - Paris

La 9e Conférence des organisations internationales non gouvernementales (OING) et des Organisations de la société civile (OSC) de la Francophonie s'est réunie à Dakar (Sénégal) du 4 au 6 juin 2014. À l'issue de la Conférence la déclaration de Dakar a été adoptée par la société civile francophone.

Les femmes et les jeunes sont vecteurs de paix et acteurs de développement. Leur contribution au bien-être de leurs collectivités et à la construction de notre avenir est indéniable. Mais elle n'est pas reconnue à sa juste valeur. Dans nos pays, des femmes souffrent. Égalité est un vain mot pour elles. Leurs droits sont bafoués. On bat, on vend, on viole, on tue des femmes. Dans nos pays des jeunes souffrent. Trop souvent privés d'éducation, chômeurs, enrôlés de force dans des conflits armés, leur avenir paraît bloqué. Les femmes et les jeunes composent la majorité de la population mondiale. Leur place dans les instances décisionnelles reste toutefois minoritaire malgré quelques progrès. Cette situation est source d'inégalités et d'injustice.

En conséquence, les participants à la 9e Conférence des OING et des OSC ont adopté la résolution suivante :

« -Nous affirmons que la paix est un droit fondamental, une valeur qui doit être cultivée

tout au long du cycle de vie au sein et au-delà de la famille, de la communauté et du pays; qu'il n'y a pas de paix sans développement ni développement sans paix et qu'il n'y a ni paix ni développement sans respect des droits fondamentaux: les trois sont indissociables et requièrent d'être traités simultanément dans les politiques publiques;

- la paix passe par la sécurité économique, juridique et sociale.
- Nous soutenons que le développement est impossible sans la participation active des peuples: le changement passe inévitablement par une combinaison d'actions concrètes et efficaces des gouvernements avec celles de la société civile, l'un ne pouvant réussir sans l'autre; et que le développement requiert l'engagement de tous les citoyens, en particulier l'apport actif et décisif des femmes et des jeunes.
- C'est pourquoi, nous proposons le renforcement de la collaboration entre la société civile et les États francophones en faveur de la paix et du développement par l'engagement des citoyens de tous horizons, en particulier des femmes et des jeunes, dans les lieux de décision à toutes les étapes et la reconnaissance, la défense et la promotion de leurs droits.

- En ce qui concerne les États, nous leur demandons de respecter leurs engagements. Nous demandons aux États de traduire dans leurs politiques nationales les engagements pris, dans des forums internationaux ou nationaux, en faveur de la paix, du développement, de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la promotion de la jeunesse et la formation à l'emploi des jeunes, ou en faveur de l'éducation pour tous, du développement durable ou de la sécurité. Les États doivent restaurer la confiance dans leurs institutions. Il doivent rendre des comptes sur les engagements internationaux qu'ils prennent et notamment ceux qu'ils prendront dans le cadre des objectifs pour le développement durable post-2015.



A l'issue de cette 9e Conférence, nous nous adressons aux États pour réclamer des réformes de l'éducation et de la formation visant une cohérence depuis la petite enfance jusqu'à l'université. Nous voulons permettre aux jeunes et aux femmes de bénéficier d'une formation qualifiante dans tous les domaines et notamment l'économie verte et les TIC.

Nous demandons à l'ensemble des Etats de ratifier le protocole facultatif de la convention sur la torture de 2002 ainsi que les autres traités et conventions liés à la paix et au développement. »

Parution

La femme dans les religions monothéistes

La revue Société, droit et religion, publiée aux éditions du CNRS à Paris, propose, dans son numéro de juin 2014, un sujet sur un thème important et d'actualité, « La femme dans les religions monothéistes ». Il s'agit de communications au colloque organisé par l'Observatoire d'études géopolitiques (OEG) et l'ISESCO, en mai 2013 à l'Unesco.

Qui ne perçoit les questions fondamentales soulevées par un tel sujet ? Que disent les trois religions monothéistes (catholique, juive et musulmane) du statut de la femme au sein du couple, de la famille, de la société ? Est-elle réellement placée dans une situation d'inégalité juridique et factuelle par rapport aux hommes ? De tels questionnements invitent à croiser les points de vue disciplinaires : juridique, philosophique, politiste, sociologique, théologique... tout en envisageant la femme à la fois comme épouse, comme mère, mais également comme un « agent économique » susceptible d'exercer une fonction publique ou privée. Il ne peut être question de résumer la mission de la femme à son rôle au sein de la famille.

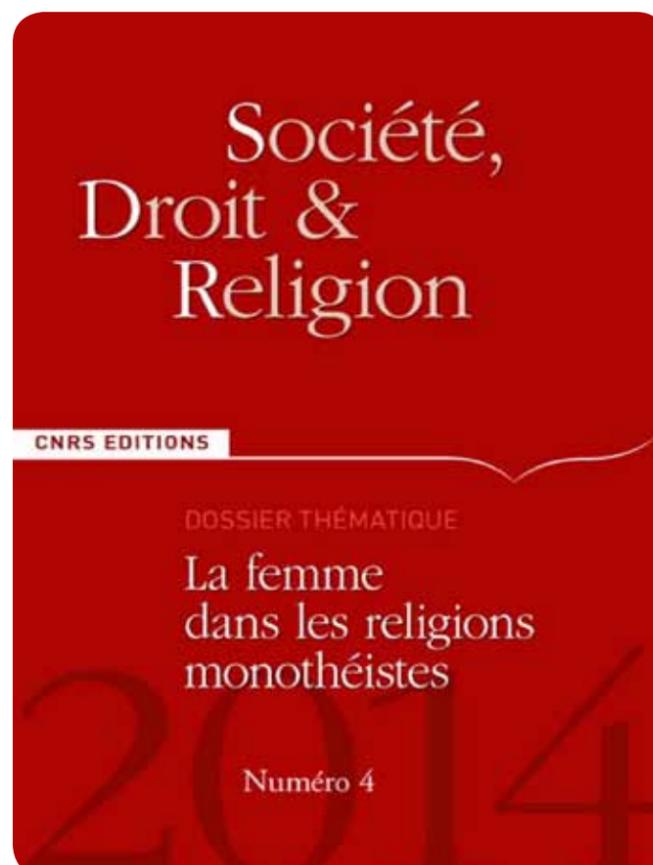
Le dossier réunit présente plusieurs points traités par Charles Saint-Prot, directeur de l'OEG, Abdulaziz Othman Altwaijri, directeur général de l'ISESCO, Jean-Marie Heydt, Vice-Président du

Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe, Zeina el Tibi, présidente de l'OEG et de l'Association des femmes arabes de la presse et de la communication et les universitaires Gabrielle Atlan, Marie-Geneviève Missègue, Fawzia Al Ashmawy, Thierry Rambaud (Université Paris Descartes Sorbonne Cité).

En premier lieu, les différentes présentations montrent clairement la nécessité d'une distinction claire des points de vue.

Il importe à cet égard de bien dissocier la « norme religieuse » relative au statut des femmes dans les religions monothéistes, de « son application », de la « réception » qui est faite de celles-ci. Il ne faut donc pas confondre la « norme religieuse » et la perception que peuvent en avoir les individus. L'étude doit impérativement intégrer sur ce point les acquis des « droits internes des religions » (voir sur ce point, notre introduction au premier numéro de la Revue

Société, droit et religion, CNRS éditions).



A cet égard, et sans entrer dans la discussion théorique au sujet de la définition d'un ordre juridique, nous posons comme axiome, dans le cadre de ce dossier, la définition de l'ordre juridique au sens retenu par le juriste italien Santi Romano qui retient une conception pluraliste des ordres juridiques et admet que les religions peuvent donner naissance à des ordres juridiques. Il retient, au premier plan, l'ordre juridique de l'Eglise catholique, mais bien évidemment l'analyse peut s'appliquer à aux religions juive et musulmane. En second lieu, les interventions présentées conduisent le juriste de droit public à s'interroger sur les liens nécessaires entre les « ordres juridiques religieux » et l'ordre juridique étatique. Comment est reçue la « norme religieuse » au sein de l'ordre juridique étatique ? Jusqu'où l'application des droits fondamentaux peut-elle conduire à remettre en cause certaines situations considérées généralement comme inégalitaires entre l'homme et la femme ?

En réponse à ces interrogations, les textes publiés dans cet ouvrage apportent des éléments de réponse qui permettent de mieux saisir un certain nombre d'enjeux soulevés par le statut de la femme au sein des grandes religions monothéistes et permettent incontestablement de remettre en cause certains préjugés et idées rapides trop largement diffusées.

المُخدّرات والمتغيرات الاجتماعية في الوطن العربي

الدكتور أسامة عثمان

ينبغي أن نكون كاملين. ومن هذه المعتقدات المتضاربة أيضاً، إحساننا بأننا ينبغي أن نكون قادرين على شيء، ومتحكّمين فيه، وإحساننا في الوقت ذاته بأننا عاجزون تماماً عن التأثير في حياتنا. الإصابة بمرض الإدمان تعني أيضاً عدم القدرة على تحمّل الإحباط والمسارة إلى الإشباع الفوري والمباشر. الإصابة بالإدمان تعني الافتقار إلى المهارات اللازمة للتعامل مع المشكلات المعتادة في حياتنا والعمليات المعتادة في هذه الحياة أيضاً. فالمشكلة أكثر ما تكون في رؤية المدمن، وفي نوعية إحساساته، أو كيفية تفاعلها في نفسه، وفي طريقة تعامله مع الواقع، أو في ما يُسمّى بالتناظر العقلي المعرفي، أو عدم التوازن النفسي الذي يدفع إلى حالة من التوتر والقلق الشديد الذي لا يستطيع تحمّله طويلاً. فيندفع إلى القيام بأيّ شيءٍ لمحاولة استعادة التوازن النفسي، ويرتّب الدكتور هاشم رامي في مقالته: "من الكبت إلى التعجيل: الأبعاد النفسية لـ"التحوّلات الثورية" في المنطقة العربية" على هذه الحالة اللامتوازنة أحد احتمالين: "والنتيجة إما أن يقوم الإنسان باستخدام هذه الطاقة العقلية لتغيير واقعه، فيقوم بالثورة على الواقع، أو أن يستخدم الطاقة في تغيير رؤيته هو عن الواقع ليرضى عنه، فلا يثور". ولكن ماذا لو لم تنجح ثورته؟ أو لم تنجح بالقدر أو بالسرعة التي يريدها؟ وماذا لو لم ينجح في تغيير رؤيته؟ حينها قد ينتقل من حالة اللارضى والفعل، إلى حالة اللارضى واللافعال، بعد أن رأى أن الفعل لا يجدي. فتتعرّز سلبيته وانكفاؤه على ذاته، أو على أيّ وسيلة تبعده عن الواقع، وقد تكون المخدّرات واحدة منها. العامل المهيمن هنا هو الرؤية، رؤية الواقع وتصورات الفرد عن التغيير، أو شعوره ونفاد صبره، فهو لم يوطّن نفسه على النّفس الطويل الذي تقتضيه تلك الأهداف التغييرية الكبرى، ولم يتبصّر بالعقبات والتحديات التي ستقاومه، نتيجة تكّرس أوضاع خاطئة في الواقع الاجتماعي وفي الأذهان فترة زمنية لا تُمحي آثارها بالعمل السطحي، أو في المدى القريب، فقط. فكأن الفرد هنا تلازمه بعض صفات التفكير الجماعي الجماهيري التي تتّصف بالبدائية أو السطحية والاندفاعية والتعجّل، وتظلّ مؤثرة فيه، حتى بعد انفصاله عن الجماهير!

ولا غرابة، فمثل هؤلاء الأفراد لم يُعدّوا أنفسهم بما يكفي فكرياً، ولا تحتضنهم مؤسسات أو أطر اجتماعية أو سياسية دائمة.

على نحو ما، قنوت أو نماذج للرجولة والاختلاف عن أقرانهم. لكن الخطورة الأكبر أن تعاطي الحشيش والأفيون وما قاربهما، كثيراً ما يجرّ ويدفع إلى التعاطي الأخطر، كالكوكايين والهيروين، إما للحصول على لذة أكبر، أو لانقطاع المادة التي تعود عليها وحاجته إلى ما يسدّ مسدّها. فوفقاً لـ آرلوند واشتون ودونا باوندي، صاحبي كتاب "إرادة الإنسان في شفاء الإدمان"، فإن الإنسان "عندما يستعمل شيئاً كي يغيّر به حالته النفسية، نظراً لأنه لا يطبق حالته النفسية التي هو عليها، فإن ذلك سيفوقه إلى الإدمان ويجرّه إليه". فهنا أرضية الانزلاق إلى إدمانٍ أشدّ متحقّقة؛ ذلك أن الحالة الأولى للفرد أو الشاب ضعيفة أصلاً، ثم أضيف التعاطي فالحرمان من اللذة المطلوبة، أو الحرمان من المادة نفسها، فمن شأن ذلك أن يهوّن عليه تجريب مخدرات جديدة. وتزداد فرص تعاطي المخدرات وإدمانها بتوفرها وسهولة الحصول عليها، وانتشارها بين أفراد المجتمع، ولكن في المقابل لا يكون التصدي لها بإجراءات تمنع توفرها؛ إذ إن تجار المخدرات والمتعاطين لا تعوزهم الحيلة غالباً للبحث عن البدائل، ولكن العلاج الأنجع يكون بمكافحة الأسباب الحقيقية للإقبال عليها، وتوفير أنماط حياة أفضل، يشترك في تحقيقها الفرد والمؤسسات والحكومات. وفقاً لـ واشتون وباوندي في كتابهما "الأنف الذكر: إرادة الإنسان في علاج الإدمان"، فإن العلاج يكمن في تغيير أسلوب الحياة الذي لا يعني إن كان المدمن يقضي عطلته على الشاطئ، أو في الجبال... ولكنه يعني تغيير رؤية ذلك المدمن للعالم (منظومة معتقداته) كما نعني بذلك أيضاً طريقة معالجة ذلك المدمن للمشكلات، كما نعني أيضاً طريقة إشباع ذلك المدمن لاحتياجاته البدنية والعاطفية والاجتماعية، وكذلك احتياجاته الروحية. وهذا يعني أننا عندما نتخلّص من شكل من أشكال الإدمان سوف ندخل في شكل آخر. أو نعود إلى ذلك الشكل الذي تخلّصنا منه. اللهم إلا إذا غيرنا أسلوب حياتنا."

إدمان المخدّرات والتأثيرات المجتمعية

الإدمان بما هو انهزام أو إمعان إرادي، أو شبه إرادي في الانهزام، هو شكلٌ من أشكال التطرّف، والانكفاء على الذات انكفاءً مَرَضِيّاً، وهو ردّة فعلٍ سلبية على الشعور بالعجز عن التغيير. إذ إن "مرض" الإدمان يعني في بعض أجزائه، (وفقاً لـ واشتون وباوندي) أن البشر لديهم بعض المعتقدات المتضاربة التي تمهّد الطريق للصراع والنضال الداخليين. ومن بين هذه المعتقدات، على سبيل المثال، أن نظنّ في أنّ واحد أننا لسنا أكفاء، وأننا

لا أعتقد بأن هناك ثمة حاجة لشرح المخاطر الناتجة عن ترويج المخدّرات، ولا حتّى بيان مدى انتشارها، فمثل هذه الأمور باتت على ظاهر الكفّ، ولكن قد يكون السؤال عن أسباب انتشارها مستقزاً، ولاسيما السؤال عمّا إذا كان هناك من تأثيرٍ للأوضاع والتحوّلات الاجتماعية في البلدان والمجتمعات العربية الراهنة على ازدياد هذا الانتشار؟ يُطلق وصف المُخدّرات قانونياً على "مجموعة من المواد التي تسبّب الإدمان، وتسمّم الجهاز العصبي، ويحظر تناولها أو زراعتها أو صنعها إلا لأغراض يحددها القانون، ولا تُستعمل إلا بواسطة من يُرخص له بذلك. وتشمل الأفيون ومشتقاته والحشيش وعقاقير الهلوسة والكوكايين والمنشّطات" (عادل الدمرداش، الإدمان مظهره وعلاجه). عند الإدمان يتقاطع الفرد مع المجتمع، أمراض الفرد وضعفه وأمراض المجتمع وتسلّطه، أو ارتبائه وإرباكه قيمياً ومعيشياً وحقوقياً. فالتعاطي أو الإدمان قد يكون ناتجاً عن تقديرٍ منخفضٍ للذات، وهو مفاقمٌ له؛ لأن أكثر ما يُعوز المدمن إرادته المفقودة، والإدمان كذلك يسبّب اغتراباً عاطفياً للمدمن عن مجتمعه، وهو علامة على هذا الاغتراب أيضاً ولكن المرض داخلي في المقام الأول، والتغيّرات الحاصلة في الوطن العربي، مع كونها خضاتٍ قوية يمكن أن تترك خيبات كبيرة نتيجة سوء تلقّيها والتعامل معها، أو سوء آثارها بالفعل، إلا أن ظاهرة اللجوء إلى المخدّرات أو الهروب إليها قائمة قبل هذه الاضطرابات وبعدها، للأسف، وإن كانت تشترك معها في التسبّب بالخيبة أو الضغط المُفضي إلى (الحلول السريعة) التي هي في هذه الحالة تورّطات كبيرة وعامة لا تقتصر أضرارها على المدمن فحسب، بل تتعداه إلى أسرته، ومجتمعه وقيم هذا المجتمع وفاعليته.

لماذا الإدمان؟

إذا استثنينا الاضطرابات النفسية والأزمات الشخصية الحادة والنزوع نحو الجريمة، فقد يكون الشعور بالفراغ بمعناه الأوسع، والتقليد الطائش، من الأسباب الأوسع فعاليةً، ولاسيما إن كانت المادة (خفيفة) كالحشيش، ونتاجها الضارة بعيدة نسبياً، ولا تقلب حياة المتعاطي كلياً ولا جزئياً ولا سريعاً. ففي هذه الحالة تُعري اللذة والرغبة في تكرارها، واستمرار تعاطيها، كنوع من الكيف، أو كتقليد من الشباب واليافين لبعض الكبار الذين، نتيجة الجهل وانعدام القدوة الصحيحة، يصبحون بتلك الطقوس الغامضة

إسرائيل في مازق إقتصادي

تتمة الصفحة ٣

الأضرار في الصناعة والتجارة تقدر كذلك بمليار شيقل (300 مليون دولار)، والأضرار الاقتصادية غير المباشرة تقدر بمليار شيقل (600 مليار دولار)، ومصاريف السلطات المحلية الطارئة مليار شيقل (300 مليون دولار).

واضطرت إسرائيل هذا الأسبوع إلى خفض أسعار الفائدة على نحو مفاجئ، وذلك للمرة الأولى في خمسة أشهر، مستغلة انخفاض التضخم لمحاولة احتواء التداخيات الاقتصادية للحرب في غزة وقوة العملة المحلية الشيقل.

كذلك بسبب إلغاء دول اتفاقيات اقتصادية مع إسرائيل. وقال صبري صيدم، مستشار الرئيس الفلسطيني محمود عباس، إن دول البرازيل والأرجنتين وبوليفيا وفنزويلا والأوروغواي والباراغوي قرروا أخيراً إلغاء اتفاقية الميركسور للتعاون الاقتصادي مع إسرائيل. ويأتي ذلك بينما عانت إسرائيل هذا العام والذي سبقه من خسائر أخرى غير متوقعة بسبب حملة «مقاطعة إسرائيل» وسحب الاستثمارات منها وفرض العقوبات عليها، والتي كبدت تل أبيب خسائر بين 5 و8 مليارات دولار سنوياً.

وكان خبراء اقتصاد توقعوا قبل بداية الحرب على غزة أن تكبد المقاطعة هذا العام إسرائيل نحو 8 مليارات دولار سنوياً، بعدما شرع الاتحاد الأوروبي الذي يستوعب 32 في المائة من الصادرات الإسرائيلية، بمقاطعة المستوطنات وتمييز بضائعها منذ مطلع العام.

وخفض البنك المركزي سعر الإقراض الرئيس ربع نقطة إلى 0.5 في المائة ليضاهي أدنى مستوى له على الإطلاق الذي سبق أن بلغه في ذروة الأزمة المالية العالمية عام 2009.

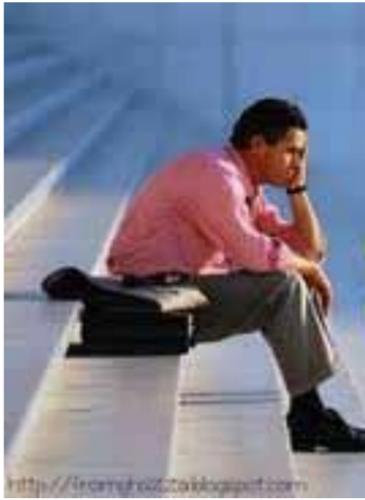
وقال البنك المركزي في بيان إنه على الرغم من البيانات الاقتصادية التي تشير إلى استمرار النمو المعتدل بفضل صادرات الخدمات فإن الحرب ضد حماس ستضر بالنمو بعض الشيء.

وتراجع الشيقل إلى أدنى سعر في ثلاثة أسابيع بعد إعلان قرار الحرب ليسجل 3.43 شيقل للدولار لكنه يظل مرتفعاً عشرة في المائة منذ مطلع 2013. ويضاف إلى هذه الخسائر الإسرائيلية الداخلية جراء الحرب، خسائر أخرى خارجية مرتبطة بالحرب

من مجموع الشباب الذين أنهوا مرحلة الانتقال، 81.1 في المئة انتقلوا إلى وظيفة مستقرة ومرضية، و14.4 في المئة منهم انتقلوا إلى عمالة مرضية لكن مؤقتة، و4.5 في المئة انتقلوا إلى عمل حر مرضٍ. يلاحظ وجود اختلافات في توزيع من انتقلوا إلى سوق العمل تبعاً للوضع المالي للأسر؛ إذ يوجد ميل نحو ارتفاع طفيف للعمالة المؤقتة المرضية بين الفقراء جداً، ولكن أيضاً بين الميسورين. كما أن الشباب حاملي درجة البكالوريوس أو درجة الدراسات العليا لديهم فرصة أكبر لتحقيق الانتقال لعمل مستقر ومرضٍ، من الشباب الأقل تعليماً. ومن ناحية أخرى، العمل المرضي المؤقت هو الأكثر انتشاراً بين العمال الأقل مهارة.

الانتقال المباشر من الدراسة إلى سوق العمل هو المسار الرئيس لمن أتموا مرحلة الانتقال، ولكن الفترة الانتقالية طويلة لأولئك الذين لم يحصلوا على عمل مستقر، أو مرضية كأول تجربة.

من الشباب الذين أكملوا انتقالهم إلى سوق العمل، 36.0 في المئة انتقلوا مباشرة من الدراسة إلى وظائف مستقرة و / أو مرضية. ثلث آخر (35.4 في المئة) شهد فترة من البطالة قبل إتمام عملية الانتقال، متوسطها 19.5 من الأشهر، في حين أن متوسط طول فترة المرحلة الانتقالية لمن لم يتموا عملية الانتقال بشكل مباشر بعد الدراسة هو 31.8 شهر. أما بخصوص الشباب في المرحلة الانتقالية، فإنه يبدو أنهم يقضون فترة طويلة جداً من الزمن في البحث عن عمل مستقر و / أو مرضٍ؛ حيث إن متوسط طول فترة المرحلة الانتقالية هو 55.6 شهر.



في المئة)، وإجازة مرضية مدفوعة الأجر (33.2 في المئة)، أو التأمين الصحي (29.7 في المئة). كما يعمل 37.4 في المئة من العاملين من الشباب الذكور و 13.6 في المئة من العاملات الشابات ساعات عمل طويلة (أكثر من 50 ساعة أسبوعياً). تنعكس ظروف العمل السيئة في حقيقة أن 38 في المئة من العاملين من الشباب قالوا إنهم يرغبون في تغيير وظائفهم، مع أغلبية بسبب تدني الأجر وظروف العمل السيئة وعدم تطابق المؤهلات مع الوظيفة.

أقلية من الشباب الفلسطينيين (22.6 في المئة) أتموا الانتقال إلى سوق العمل بفرص عمل مستقرة و / أو مرضية، وما يقارب نصف الشباب (45.6 في المئة) لم يبدأوا عملية الانتقال، أما 31.8 في المئة من الشباب الفلسطيني فيمرّون بمرحلة انتقالية إلى سوق العمل.

في حين أكمل 38.9 في المئة من الذكور الانتقال إلى سوق العمل، فإن 6.6 في المئة فقط من الإناث أتممن مرحلة الانتقال. الغالبية العظمى من الإناث (62.1 في المئة) لم تبدأ بعد مرحلة الانتقال (مقارنة ب 29 في المئة من الشباب الذكور). 31.3 في المئة من الإناث مررن بمرحلة انتقالية (مقارنة ب 32.2 في المئة من الذكور). والبطالة هي السبب الرئيس في الانتقال غير المكتمل (74.0 في المئة من جميع الشباب في المرحلة الانتقالية). والخمس (20.8 في المئة) من الشباب في المرحلة الانتقالية لا يبحثون عن عمل بشكل نشط مع خطط مستقبلية للعمل، في حين أن 5.3 في المئة فقط من الشباب الذين يمرّون بمرحلة انتقالية، يعملون بوظائف مؤقتة أو غير مرضية.

الجنس ومنطقة السكن ومستوى التحصيل الأكاديمي محددات مهمة لانتقال أفضل إلى سوق العمل.

بشأن خصائص من يتم مرحلة الانتقال، في ظل تنافس عال على عدد قليل من الوظائف الجيدة، يلاحظ أن الشباب الذكور لديهم ميزة قوية بالمقارنة مع الشابات في استكمال المرحلة الانتقالية (38.9 في المئة من الشبان قد أكملوا الانتقال بالمقارنة مع 6.6 في المئة فقط من الشابات). غير أن العدد القليل من النساء الشابات اللواتي تمكن من استكمال الانتقال انتقلن إلى فرص عمل مستقرة بنفس نسبة الشبان.

ضعفا النسبة لدى الذكور. كما أن أسباب الخمول تختلف أيضاً بين الجنسين؛ حيث إن الشباب الذكور غير فاعلين في القوى العاملة بشكل حصري تقريباً بسبب الالتحاق بالدراسة. أما في مجتمع النساء الشابات، فإن 31 في المئة من السكان الإناث غير مشاركات في القوى العاملة ولسن طالبات، و41.5 في المئة من النساء غير مشاركات في القوى العاملة بسبب الالتحاق بالتعليم. إن وجود حصة كبيرة من الشابات اللواتي لا يشاركن في القوى العاملة ولا في التعليم أو التدريب أمر له تأثيره على القدرة الإنتاجية للبلد.

والإحباط سبب آخر لعدم النشاط في البحث عن عمل، حيث يكون العمل متاحاً للشخص ولكنه لا يسعى جدياً في البحث عنه؛ لأنه يشعر أن عملية البحث لن تكون مجدية. إن أكثر من ربع القوة العاملة النسائية يمكن وصفه بأنه من «المحبطات» بالمقارنة مع 4.1 في المئة فقط للشباب الذكور. وعموماً، نسبة الشباب المحبطين في القوى العاملة هي 8.8 في المئة من مجتمع الشباب في الفئة العمرية 15 - 29، 41.8 في المئة من الشباب الذكور يعملون في مقابل 7.1 في المئة فقط من الشابات. ومع تحقق أغلبية قوية في العمل المأجور، يبدو أن التوظيف الذاتي ليس خياراً جذاباً بالنسبة لمعظم الشباب.

إن أغلبية ساحقة من الشباب العاملين يعملون بأجر (81.8 في المئة من الذكور و 84.1 في المئة من الإناث)، في حين يشكل العمل الحر (بما فيهم أصحاب العمل والعاملين لحسابهم الخاص) أقلية ضئيلة. تشير النتائج إلى أن 1.9 في المئة فقط من العمال الشباب هم أصحاب عمل، و 6.9 في المئة من العاملين يعملون لحسابهم الخاص و 8.9 في المئة من العمال يعملون لدى الأسرة دون أجر.

سوء نوعية العمالة تشكل مصدر قلق يؤثر على قدرة الشباب وإمكانية تحقيق الاستفادة القصوى من إمكاناتها الاقتصادية. تشير مؤشرات معينة لنوعية العمالة إلى مجالات يجدر الاهتمام بها. تعتبر العمالة غير الرسمية (دون عقود) بين الشباب ظاهرة عالمية تقريباً. وتدل نتائج المسح على أن 68.6 في المئة من العاملين بأجر لا يوجد لديهم عقد مكتوب، و 13.1 في المئة آخرين يعملون بعقد محدود المدة. يتم إعطاء الثلث أو أقل من بين الشباب العاملين بأجر مزايا أساسية، مثل: إجازة سنوية مدفوعة الأجر (34.3

السلطة الفلسطينية تكشف عن خسائر غزة بسبب العدوان الإسرائيلي

ذلك يحتاج إلى تنسيق لإدخال مواد البناء إلى القطاع بعد الحرب.

وناشد الوزير الفلسطيني دول مجلس التعاون الخليجي، تقديم الدعم المالي لإعادة إعمار القطاع، وخاصة المنازل التي دمرتها إسرائيل، في ظل الأزمة المالية التي تعاني منها السلطة الفلسطينية، والتي تجعلها غير قادرة عن الإيفاء بالتزاماتها المالية.

ولم يُفصل الحساية أبرز أضرار القطاع، وتوزيع مبلغ ٤ مليارات دولار على القطاعات الاقتصادية، إلا أن أستاذ الاقتصاد في جامعة النجاح نافذ أبوبكر، قال إن القطاع الزراعي وقطاع صناعة النسيج، يعدان من أكثر القطاعات تضرراً. وقدر حجم ضرر هذين القطاعين بأكثر من مليار دولار، لأنهما يشغلان نحو ٤٠% من إجمالي العاملين في قطاع غزة، مشيراً إلى أن أسواق التجزئة تكبدت خسائر تجاوزت ٥٠٠ مليون دولار.



وأكد الحساية، أن حكومة التوافق، ستقوم ببناء كافة المنازل المدمرة، مشيراً إلى وجود نحو ١٠ آلاف عائلة فقدت المأوى بشكل دائم، لكن

قدرت حكومة التوافق الفلسطينية، خسائر العدوان الإسرائيلي على قطاع غزة بأكثر من ٤ مليارات دولار، شاملة الخسائر الاقتصادية المباشرة وغير المباشرة، بحسب تصريح وزير الأشغال العامة والإسكان مفيد الحساية.

وقال الحساية، خلال مؤتمر صحفي مساء أمس الأول إن الخسائر جسيمة، وهي الأعلى خلال الحروب السابقة التي شنتها إسرائيل على قطاع غزة، ما يستدعي تدخلاً دولياً عاجلاً لإعادة إحياء وإعمار القطاع في أسرع وقت ممكن.

ويشكل اقتصاد قطاع غزة من إجمالي القوة الاقتصادية الفلسطينية، نحو ٣٠%، بحسب أرقام الإحصاء الفلسطيني، إلا أنه حالياً لا يشكل أكثر من ٥%، بسبب خسائر المؤسسات الاقتصادية والأفراد من الحرب الإسرائيلية.

الإحصاء الفلسطيني ومنظمة العمل الدولية يعلنان نتائج مسح انتقال الشباب من الدراسة إلى العمل



تزداد نسبة البطالة مع التحصيل الأكاديمي؛ حيث إن نسبة البطالة بين الشباب من خريجي الجامعة هي 1.5 ضعف مما لدى الشباب من غير ذوي أي درجة أكاديمية (47 في المئة و 31.2 في المئة على التوالي). ويدل هذا على أن مستوى المهارات المطلوبة في سوق العمل ليست مرتفعة، وأن الشباب الذين يستثمرون في التعليم على المدى الطويل يواجهون طابورا طويلا أمام عدد قليل من الوظائف المهنية المتاحة. قد يرجع ذلك إلى حقيقة أن الأشخاص المتعلمين تعليما عاليا حريصون على جني فوائد من المال والوقت المستثمر في التعليم، وأنهم على استعداد لإتفاق المزيد من الوقت في البحث عن الوظيفة المناسبة التي تحقق لهم مكاسب مادية أعلى. وفي الوقت نفسه، هناك دلائل واضحة، ضمن النتائج، على أن الشباب ذوي المستويات الأعلى من التعليم لديهم فرصة أفضل لتحقيق عمالة ذات نوعية أفضل. كما أن الشباب الحاصلين على تعليم عالٍ هم أكبر فرصة من الشباب ذوي التعليم الأقل، في العثور على وظيفة مستقرة.

تظهر نتائج المسح أن الشباب الحاصلين على درجة جامعية يمكن أن يكسبوا ما لا يقل عن 1.5 ضعف من أجور الشباب الذين هم من دون أي درجة أكاديمية. إن متوسط الأجور الشهرية للشباب يزيد بشكل مطرد مع كل خطوة إضافية من التعليم أو التدريب. وبالإضافة إلى ذلك، يلاحظ أن ارتفاع التحصيل الأكاديمي للشباب يزيد من فرصهم في الانتقال إلى سوق العمل بوظائف مستقرة. نسبة مشاركة الشباب في القوى العاملة منخفضة جدا بواقع 38.5 في المئة، وهي تعكس وجود فجوة واسعة بين الجنسين (61.8 في المئة بالنسبة للشبان الذكور مقابل 15.6 في المئة للنساء الشابات).

لإعطاء منظور أوسع، قدرت منظمة العمل الدولية نسبة الشباب المشاركة في قوة العمل العالمية (الذين تتراوح أعمارهم بين 15-24) في عام 2013 بأنها 47.4 في المئة (55.3 في المئة بالنسبة للشبان و 39.0 في المئة بالنسبة للشابات) (منظمة العمل الدولية 2014). وفي مقارنة لنتائج مسح الانتقال إلى سوق العمل في البلدان الأخرى في المنطقة، تبين أن نسبة مشاركة الشباب في الأراضي الفلسطينية المحتلة متقاربة مع نظيرتها لدى الشباب الأردني (39.4 في المئة) وأقل من مشاركة الشباب في تونس (45.3 في المئة).

نسبة عدم المشاركة في القوى العاملة لدى الإناث هي

تقريبا (31.7 في المئة) انتهى تعليمهم في المستوى الأساسي. ويعني هذا أن أكثر من نصف الشباب الفلسطيني، في المجموع، لم يصل بعد إلى المستوى الثانوي من التعليم. وبالإضافة إلى ذلك، فإن معدل ترك المدرسة في وقت مبكر بين الرجال والنساء في الأراضي الفلسطينية المحتلة مرتفع؛ بواقع 33.1 في المئة من الذكور و 23.5 في المئة من الإناث تركوا المدرسة قبل تحقيق درجة علمية. ومن الأسباب الرئيسية لترك المدرسة في وقت مبكر، الفشل في الامتحانات وعدم وجود اهتمام بالتعليم. وينطوي السبب الأخير على الشعور بالانهزامية من جانب الشباب؛ حيث إنهم يشعرون أن الاستثمار في التعليم لا يحقق لهم مردودا كافيا من حيث فرص العمل.

ينعكس ترك الكثير من الشباب الفلسطينيين الدراسة في وقت مبكر في الإحصاءات الخاصة بالعمال. وتظهر نتائج هذا المسح أنه لنحو 47.1 في المئة من الشباب الفلسطينيين العاملين، يكون المستوى التعليمي أقل من المهارات المطلوبة للعمل الذي يقومون به. ويتركز هؤلاء العمال غير المؤهلين تأهيلا كافيا في مهن المبيعات، والزراعة، والحرف ومشغلي الآلات. ويمكن أن يكون لهذا التدني في التحصيل الأكاديمي تأثير سلبي على إنتاجية العامل، وبالتالي مخرجات العمل، بل أيضا على شعور الشباب بالأمن الوظيفي.

نسبة البطالة بين الشباب هي من بين أعلى النسب في المنطقة، لا سيما بالنسبة للشابات، ويتأثر بالبطالة الطويلة الأجل أكثر من نصف الشباب العاطلين عن العمل.

نسبة البطالة بين الشباب في الأراضي الفلسطينية المحتلة 37.0 في المئة، وهي أعلى من النسبة في كل من الأردن وتونس (24.1 في المئة و 31.8 في المئة، على التوالي). إن أكثر من نصف الشابات في الأراضي الفلسطينية المحتلة عاطلات عن العمل، ونسبة البطالة بين الإناث تقارب ضعفي ما هي عليه للشباب الذكور (54.8 و 32.4 في المئة على التوالي).

كما يعاني الشباب العاطلون عن العمل في الأراضي الفلسطينية المحتلة من طول فترة البطالة. إن حصة الشباب العاطلين عن العمل منذ سنتين أو أكثر هي 32.2 في المئة (31 في المئة من الشبان و 35 في المئة من الشابات). ويلاحظ أن البطالة طويلة الأجل، أي التي تقاس بمن يبحثون عن عمل منذ عام واحد أو أكثر، تؤثر على أكثر من النصف (56.7 في المئة) من الشباب العاطلين عن العمل. إن استمرار البطالة وارتفاعها بين الشباب قد يكون لهما عواقب وخيمة على المدى الطويل، مثل: ارتفاع مخاطر البطالة في المستقبل، ووجود فترة طويلة من وظائف غير مستقرة، وتراجع نمو الدخل (منظمة العمل الدولية، 2010). ويلاحظ في الوقت نفسه أنه، كلما طالت فترة البطالة ازدادت التصورات السلبية عن إمكانية عمل الشباب لدى المشغلين المحتملين في المستقبل.

في حين أن البطالة قد تكون أعلى بين الأكثر تعليما، أظهرت النتائج بوضوح أن الاستثمار في التعليم يجلب عوائد إيجابية للشباب من حيث الأجور والحصول على وظائف «أفضل».

تحت رعاية دولة رامي الحمدالله، رئيس الوزراء الفلسطيني، نظم الجهاز المركزي للإحصاء الفلسطيني بالتعاون والشراكة مع منظمة العمل الدولية في فندق جراند بارك بمدينة رام الله، ورشة عمل وطنية للإعلان عن نتائج مسح انتقال الشباب من التعليم إلى سوق العمل، 2013، حضرها العديد من ممثلي الوزارات والمؤسسات الرسمية والأهلية والدولية ومراكز الأبحاث والمهتمين ووسائل الإعلام والصحفيين.

وتم خلال افتتاح الورشة لقاء عدة كلمات من طرف السيد منير قليبو، الممثل الخاص لمنظمة العمل الدولية في فلسطين، والأخ د. احمد مجدلاني، وزير العمل، والسيدة علا عوض، رئيس الإحصاء الفلسطيني، والأخ د. علي زيدان، وزير التربية والتعليم والتعليم العالي ممثلا عن دولة رئيس الوزراء.

ويشكل الانتقال من التعليم إلى العمل تحديا للشباب في الأراضي الفلسطينية المحتلة. ومع نسبة بطالة تتجاوز 20 في المئة على مدى العقد الماضي، يتبين أن الشباب هم الأكثر تأثرا من جراء انعدام الفرص. لقد أصبحت الهجرة للبحث عن عمل خارج الأراضي الفلسطينية المحتلة محط الاهتمام لجزء كبير من الشبان والشابات في الأراضي الفلسطينية المحتلة، مما ينعكس بشكل كبير على عائلاتهم التي يتكونها من ورائهم.

ولتوصيف التحديات الخاصة بالشباب في التوظيف من أجل مساعدة صانعي السياسات على تصميم الأدوات الكافية لدعم انتقال الشباب، وضعت منظمة العمل الدولية مسح الانتقال من الدراسة إلى العمل؛ وهو مسح للأسر المعيشية خاص بالشباب الذين تتراوح أعمارهم بين 15-29 عاما. نفذ هذا المسح في عام 2013 مع العلم أن هناك جولة ثانية مقررة للتنفيذ في عام 2015. وبالتالي، يمكن أن يكون المسح بمثابة أداة رئيسية لرصد أثر السياسات وبرامج تشغيل الشباب. وبالمثل، فإن هذا التقرير موجه بشكل أساسي لصناع السياسات والشركاء الاجتماعيين الذين يهتمون بتنفيذ السياسات والبرامج المتعلقة بالشباب في الأراضي الفلسطينية المحتلة.

وتهدف المؤشرات الناتجة عن المسح إلى تقديم صورة أكثر تفصيلا، لوضع الشباب في سوق العمل، مما يمكن استنتاجه عادة من خلال المسوحات التقليدية، بما في ذلك مسح القوى العاملة. إن البطالة بين الشباب تشكل مصدر قلق كبير وعلى مستوى وطني، ولكن من المهم أيضا النظر في نوعية العمل المتاح للشباب. هل يقدم العمل للشباب الأجور والأمان اللازمين لتمكين الشباب من التحرك نحو تحقيق الاكتفاء الذاتي في المستقبل؟ إن التركيز على نوعية العمالة في هذا التقرير ينبغي أن تساعد على الإجابة عن هذا السؤال. كما يلفت التقرير الانتباه إلى المسار والمدة اللازمين لانتقال الشباب من الدراسة إلى العمل، ثم يستنتج التقرير الخصائص أو الخبرات التي تجعل الانتقال أكثر سلاسة.

ومن بين الشباب الذين لم يعودوا ملتحقين بالدراسة - وهم يشكلون 55.2 في المئة من مجتمع الشباب - يلاحظ أن الخمس (20.9 في المئة) من الشباب ليس لديهم تحصيل تعليمي على الإطلاق، والثالث

بل بمحتل؟ وكان المطلوب من المواطن اللبناني أن يتحمل دائما أوزار غيره على أرضه وعلى حساب كرامته وعلى نفقته الخاصة!!

*خبير مالي ومحلل اقتصادي - دكتوراه في المالية الدولية



إن المجتمع الذي ينمو فيه السكان بصورة سريعة سوف يكون جيلا ناشئا، بمعنى أن نسبة كبيرة من السكان سوف تكون عند أعمار صغيرة، وسوف يترتب على ذلك نتيجتان مهمتان لهذا الهيكل، الأولى معدل الإعالة المطلوب الذي سوف يكون مرتفعا، والثانية أنه سوف يضع ضغوطا حادة على الإقتصاد لتوليد مدخرات مالية سريعة للقيام بالإستثمارات اللازمة في قطاعات مغيبة مثل الصناعة، لكي يتم توفير الوظائف لهذا الجيل الجديد من المواطنين في السوق العمل الوطني. إن حالة نمو

وبسبب الأزمة السورية الجارية منذ ثلاث سنوات والتي هي مرشحة على زيادة في حال تفاقم الأزمات العسكرية في الداخل السوري، مما سوف يضعف مقدر الإقتصاد الوطني على خلق فرص عمل جديدة من جهة، ومن جهة ثانية فرض عامل المزاحمة والتنافس على العمل والوظائف من قبل السوريين النازحين والمقيمين الذين هم على إستعداد من قبول أي راتب شهري دون الحد الأدنى والذي سوف يرفع من مؤشر البطالة الوطنية لدى اللبنانيين ويضعهم في خانة التهميش الإجتماعي خاصة وأن الدولة بعيدة كل البعد عن معالجة الأزمات الإجتماعية والإقتصادية التي سوف تتوالد بسبب هذه الحالة الإقتصادية الشاذة التي لم يوضع لها أي خطة طوارئ للحد من مفاعيلها السلبية على الإقتصاد الوطني في المدى المنظور.

فعلى رأي المثل الشعبي، إذا كان المال السائب يعلم السرقة، فالإجراءات السهلة سوف تشكل تسيبا أداريا وماليا ومزاجية في مفهوم عبارة فضفاضة عن «حالات إنسانية» والتي تختلف معاييرها من شخص إلى آخر، ورغم التأكيدات الرسمية بأن هنالك ضوابط لموضوع صرف المساعدات المالية للنازحين. فما هي إذا تلك الضوابط أمام مشهد يوم الأثنين الفائت لهذا الحشد المتسارع للإنتخابات الرئاسية السورية والذي يؤكد بأن الحضور ليس بنازح

السكان بمعدلات مرتفعة يعني إن على كل عامل أن يقوم بإنتاج عدد أكبر من السلع أي أن يعمل أكثر لمجرد الحفاظ على مستوى معيشي مقبول لكل فرد من أفراد المجتمع ومقبولة ولأسرته. ومن ناحية أخرى سنجد أن معظم المجتمعات المتقدمة تعتمد ولو بصورة جزئية على المدخرات المحلية لإنفاقها على الإستثمارات الرأسمالية اللازمة ولتوسيع دائرة الإقتصاد الوطني، بغض النظر عن طبيعة النظام الإقتصادي السائد وهذا غير متوفر في لبنان بسبب الدين العام المرتفع. وحينما يكون هيكل السكان هيكلا مؤلفا من صغار السن فإن ذلك يعني أن جانبا كبيرا من الدخل سوف يوجه الى الإنفاق الرعوي لتوفير الضروريات لهم بدلا من إيداع هذه الأموال وإستثمارها في مشاريع ريعية. ولكي تحدث التنمية الإقتصادية فلا بد وأن يكون عدد الوظائف الجديدة على الأقل مساويا لعدد السكان الذين يبحثون عنها. وعملية خلق الوظائف ترتبط بالنمو الإقتصادي والذي يجب أن يعتمد على الإستثمار المنتج والذي يخلق فرص عمل، وحينما يكون الهيكل العمري صغيرا يصبح من الصعب توليد القدر اللازم من هذه الإستثمارات وبهذا الشرح المبسط يتبين لنا بأن الإقتصاد الوطني اللبناني سوف يواجه مشاكل جمة بسبب حالة التغيير الديموغرافي الذي طرأ عليه

التنمية الاقتصادية أمام تحديات العصر

الدكتور ماجد منيمنة*



ويعد التحسن في مستوى رفاهية السكان أحد الجوانب المهمة لعملية التنمية الاقتصادية أو ما تعرف بالتنمية المستدامة، لأن هذا لا ينطوي فقط على مجرد الزيادة في الإنتاجية، ولكن أيضا على زيادة قدرة الناس على الاستهلاك بشكل أكبر، سواء كانت تلك السلع المستهلكة مشتراة بواسطتهم أو مقدمة اليهم بشكل مجاني لتحسين مستوى معيشتهم. كذلك يدخل ضمن قائمة

التحسين في الناتج الزيادة في الدخل، وأيضا تحقيق فرص العمل والاستقرار الوظيفي، وتعليم أفضل، ومستويات مقبولة من الصحة والتغذية، وسكن يوفي الحاجات، وزيادة في الخدمات العامة المقدمة مثل الماء، والطاقة والنقل، ووسائل المتعة والرفاهية، وزيادة في خدمات الشرطة والأمن. ومثل هذا التحسن في الرفاهية البشرية لا شك أنه سوف يساعد على زيادة الإنتاجية الاقتصادية.

نقطة البدء في التنمية الاقتصادية هي الاستثمار الرأسمالي

تتوافق كل الآراء الاقتصادية في الدول المتقدمة مع النظرية القائلة بأن النمو السكاني يعد عاملا معوقا للتنمية الاقتصادية. فيغض النظر عن السبب المبدئي للنمو الاقتصادي، فإن هذا النمو لن يعكس في شكل تنمية مستدامة إلا إذا تم التحكم في عامل النمو السكاني. فالزيادة في السكان تعني أعباء إضافية على الفرد وخاصة في مسألة توفير الغذاء والكساء والمأوى ونفقات التعليم، وإذا لم يتزايد الناتج القومي بالقدر الذي يكفي لمواجهة هذه الأعباء فإن المستويات المعيشية للسكان لن تتحسن وسوف تكون في إنحدار دائم.

إن نقطة البدء في التنمية الاقتصادية هي الاستثمار الرأسمالي، والرأس المال يمثل رصيد السلع التي تستخدم في إنتاج السلع الأخرى أي أنها تستهلك بشكل مباشر، وبهذا الشكل فإن رأس المال هو الأموال التي تنفقها اليوم لكي نحصل على مدخول

وصلت مرحلة التغيير الديموغرافي في لبنان من جراء عملية النزوح السوري اليومية إلى مرحلة لم يعد من الممكن ترك العامل السكاني يسير دون ضوابط ونواظم وسياسات تحد من تأثيراته السلبية المرهقة لعمليات التنمية، حيث لا تساهم ايجابا في الاستثمار الأمثل لما هو متاح من الموارد الطبيعية بأنواعها المختلفة المتجددة أو بطيئة التجدد أو الأيلة للنضوب.

وغني عن البيان أن النسبة السكانية الحالية المرتفعة هي نتيجة لحركة النزوح السوري إلى لبنان بسبب العمليات العسكرية وإنعكاساتها على الوضع الداخلي، وبالتالي فإن السلوك الديموغرافي للأجيال الحالية هو الذي سيرسم الصورة المستقبلية للواقع السكاني في لبنان في المرحلة المقبلة.

وإذا استطاع لبنان أن يستوعب الزيادة السنوية لحجم السكان فيه بسبب الأزمة السورية وتفاقم عدد النازحين الذي تجاوز المليونين واستطاع هذا البلد الصغير أن يمتص المشاكل السكانية المرافقة لهذه الزيادة المطردة لأسباب عديدة لا مجال لذكرها الآن، فإن جميع المؤشرات الاقتصادية والاجتماعية تشير إلى أن ذلك سوف يكون متعذراً في المرحلة القادمة في حال استمرت الإتجاهات التصاعدية لوتائر النمو السكاني دون تدخل أو ضبط فعّال عبر مجموعة من الإجراءات الكميّة والنوعية المتكاملة في ما بينها، والمؤثرة في إتجاهات النمو السكاني وفي نوعية الخصائص السكانية بما يساهم في تحويل تحديات المسألة السكانية من مخاطر إلى فرص تنموية بدل من أن يتحول هذا التحدي السكاني إلى مشكلة سكانية عصية على الحل، لا سيما عندما تتفرع إلى مشكلات إجتماعية وإقتصادية ناجمة عن الضغط على الطاقة والمياه والموارد والخدمات وما يستتبع ذلك من إزدیاد أو تفاقم في كل المظاهر الإجتماعية كالفقر والبطالة والهجرة الخ.

إضافي في المستقبل، وهو ما يعني أن رأس المال لا يشمل فقط الإنفاق على الآلات او الإنفاق على الإنشاءات أو جزء من الإستثمارات المالية، بل يشمل الرأس المال البشري، أي الإنفاق على التعليم والصحة، وبشكل عام فهو الإنفاق التراكمي لإستخدام العلم والمعرفة في صالح الإقتصاد الوطني. ولكي ينمو إقتصاد ما، فإن مستوى الإنفاق الرأسمالي لا بد وأن يتزايد بوتيرة مقبولة، ومن الواضح أنه كلما زاد معدل نمو السكان فإن مستوى الإنفاق الرأسمالي لا بد وأن يلحق هذا التزايد. وأذا زاد النمو السكاني بمعدلات تقترب من معدلات الإستثمار فإن الإقتصاد سوف ينحصر في دائرة الفقر، وكذلك النمو الإقتصادي في هذه الحالة لن يكون قادرا على إنتشال الإقتصاد من حالة العجز التي سوف تولد مزيدا من حالات الفقر التي سوف تنشأ بوتيرة سريعة ومتفاقمة.

إن هذه المشكلة الاقتصادية واضحة مثل عين الشمس. خاصة إذا علمنا أن الوضع الحالي في لبنان يواجه ارتفاعا في معدلات النمو السكاني ويقارب مستويات مرتفعة من حالات الفقر ومن البطالة في صفوف الشباب الذين تتراوح أعمارهم بين الـ 21 عاما والـ 40 وهي تشكل نسبة تفوق 27%. وهذه الصورة أصبحت ظاهرة لأي مراقب من كثرة المعوزين على الطرقات والأرصفة والضغط على مالية الدولة من جراء الكلفة الإجتماعية لتغطية حاجات هؤلاء النازحين التي ستحول دون قدرة الدولة على إيداع الأموال اللازمة لدفع الإستثمارات الى مستويات كفيلة برفع الإقتصاد نحو نمو سريع يساعد على سد العجز ويرفد الخزينة العامة بأموال

تساعد في تخفيض إجمالي الدين. العام الذي أصبح يهدد كيان الدولة



الأيام

AL AYAM
الاقتصادية
(تأسست في بيروت سنة ١٩٦٦)

العدد - ٧٨

تاريخ الإصدار: ٣٠ تموز

٢٠١٤

مدير الإدارة: خالد وفيق الطيبي

رئيس التحرير: مروان وليد الطيبي

مدير التحرير: عبد معروف

المدير المسؤول: فوزي صولي

ترجمة: وجيه بعيني

مدير العلاقات العامة: ماهر عياش

٠٣/٦٦٥٢٩٥

مكتب بيروت: شارع مار الياس

سنتر دكا - ٧ ط

هاتف: ٠١/٧٠٥٣١٣

فاكس: ٠١/٧٠٥٣١١

مكتب باريس

زينة الطيبي

Bureau de Paris

Zeina El Tibi

14, Avenue d'Eylau

75016 - Paris (France)

Tel : +33 (0)1 77 72 64 29

e-mail: al_ayam_1966@hotmail.com

الاشتراك السنوي

داخل لبنان:

الأفراد: ١٥٠,٠٠٠ ل.ل

المؤسسات: ٢٥٠,٠٠٠ ل.ل

خارج لبنان:

٣٠٠,٠٠٠ ل.ل

إسرائيل تعاني من مشاكل اقتصادية عدة بسبب عدوانها على غزة

بمبلغ 100 مليون شيقل (29 مليون دولار)، بما في ذلك أضرار تراجع حجم التصدير. ويضاف إلى ذلك أضرار بنحو مليار دولار في مائة سلطة محلية في إسرائيل، وذلك نتيجة الصواريخ وزيادة المصروفات بسبب حالة الطوارئ، ناهيك بتعويضات للمصالح التجارية والموظفين وصلت إلى نصف مليار شيقل، وتعويضات أخرى جراء سقوط القذائف وصلت إلى 200 مليون شيقل (58 مليون دولار).

أما «تقلص النمو» في السوق فقدره الاقتصاديون الإسرائيليون بنحو 0.4 في المائة، أي ما يوازي أربعة مليارات شيقل (1.1 مليار دولار).

وتظهر هذه الأرقام أن مصاريف الجيش قد تصل إلى ثلاثة مليارات شيقل، والأضرار في قطاع السياحة، تصل إلى مليار، بينما

تتمة ص.٨

لمنظومة «القبعة الحديدية» الذي تقدر تكلفة كل صاروخ منها بنحو 50 ألف دولار، أسهما كثيرا في رفع تكاليف هذه الحرب، إضافة إلى طول مدتها بعد أن دخلت أسبوعها الرابع. وقدرت مصادر أمنية إسرائيلية خسائر الجيش اليومية بـ150 مليون شيقل (43 مليون دولار)، ولا يشمل ذلك تزويد الجيش بمخزون أسلحة متجدد.

وبعيدا عن تكاليف الجيش، أثرت الحرب على الوضع الاقتصادي برمته في إسرائيل، إذ تراجعت السياحة بشكل كبير بعد إلغاء زيارات وحجوزات على نطاق واسع. وكانت شركة طيران «العال»، وهي الخطوط الجوية الوحيدة في إسرائيل، أعلنت أنها تتوقع هبوطا في عوائدها خلال الربع الثالث من العام الحالي بما لا يقل عن 50 مليون دولار أميركي.

وأظهرت الأرقام في الملاحق الاقتصادية

الإسرائيلية أن السوق الإسرائيلية يتضرر يوميا

لا توجد أرقام دقيقة حتى الآن للخسائر التي تترتب على إسرائيل جراء الحرب الحالية على قطاع غزة، لكن وسائل الإعلام الإسرائيلية أجمعت على أنها «الأكثر كلفة» من بين كل الحروب السابقة التي خاضتها إسرائيل ضد القطاع. وقدر خبراء إسرائيليون كلفة العدوان خلال الأسابيع الثلاثة الماضية بنحو 12 مليار شيقل إسرائيلي، أي ما يعادل 3.508 مليار دولار (الدولار يساوي 3.42 شيقل).

وبلغت كلفة الحرب على قطاع غزة في عام 2008 نحو 3.5 مليار شيقل (مليار دولار)، بينما وصلت كلفة الحرب في عام 2012 إلى نحو 50 مليون شيقل (8.7 مليون دولار).

وقال صندوق النقد الدولي نهاية الأسبوع الماضي إن خسائر الاقتصاد الإسرائيلي جراء العدوان على غزة تقدر بنحو 0.2 في المائة من ناتجها المحلي الإجمالي، وهو ما يعادل 546 مليون دولار، أي نحو ملياري شيقل، إلا أن الخسائر العامة تبدو أكبر من ذلك بكثير، إذ أشارت وسائل إعلام إسرائيلية إلى أن استدعاء الجيش آلاف من جنود الاحتياط، إضافة إلى الاستخدام الواسع



الهمجية الاسرائيلية المجرمة تواجه الصمود و التضحية في سبيل قضية فلسطين المحقة



من السفه والغباء، وقلة الوعي وضحالة الخبرة فيهم، فبراءة الأطفال لا تمنعهم من القتل، وظهر قلوبهم لا يردعهم عن الإجرام، ونقاء نفوسهم لا يحرضهم إلا على قتلهم واغتيال طفولتهم البريئة، والدوس بأقدامهم الثقيلة على زهرات الحياة الغضة الطاهرة البريئة.

العالم، وأن جنوده متحضرين وإنسانيين، وأنهم يتمتعون بمناقبية عسكرية عالية، تمنعهم من قتل الأطفال والشيوخ، والإجهاز على المرضى والأسرى، ومهاجمة المدنيين والأمينين، وتحول دون استخدامهم للمدنيين دروعاً بشرية، ومتاريس لصد الهجوم ورد الاعتداء.

بينما الحقيقة التي لا يمكن إغفالها أو إنكارها، أن جيش العدو يفتقر إلى أبسط القيم العسكرية، وتعوزه أخلاق المحاربين الشرفاء، فجنوده المدججون بكل أنواع السلاح، والذين يحملون أعتى الآلات الحربية، لا يتوانون عن قتل طفل صغير، ولا آخر رضيع، ولا يترددون عن قتل امرأة حامل، أو اجهاضها وقتل جنينها، وقد أزهقوا بغازاتهم السامة، وقنابلهم الدخانية، أنفاس عشرات النساء الحوامل، وقتلوا خنقاً مئات الأجنة في أرحامهن، وتسببوا بموت عشرات الأطفال على حواجزهم الأمنية. إنه العدو الصهيوني البغيض، تاريخه القبيح مع شعبنا يشهد على الكثير من الصفحات السوداء، والجرائم المريرة التي ارتكبتها بحق أطفال فلسطين وصغارها، واليوم تشير الاحصائيات الأخيرة، أنه قتل في عدوانه الأخير على قطاع غزة، خلال عشرة أيام أكثر من ستين طفلاً، وجرح وأصاب بجراح مختلفة ما يزيد عن ستمائة طفل وطفلة، وما زالت آله الحربية تقتل وتدمر.

لا شيء يشفع عند الإسرائيليين، ولا خير يرتجى منهم

لا شيء يشفع عند الإسرائيليين، ولا خير يرتجى منهم، وتكرار التجربة معهم ليست إلا مزيداً

الاستفادة والاستمتاع من قوانين السجون المدنية.

إنه ذات القانون العسكري الصهيوني الذي قتل محمد الدرة وهو بين يدي والده يستغيث ويصرخ، ويحاول الاحتماء بصدر أبيه العاري، إلا أنهم قتلوه أمام عدسات الكاميرات، وعلى مرأى ومسمع من العالم كله، رغم أنه كان في حالة ضعف واستغاثة. وهو القانون الذي استهدف بقذائف الدبابات الطفل الفارس فارس عودة، والرضيعة إيمان حجو وفرح الحلو، وهو الذي استهدف ببوارجه الحربية الأطفال الأربعة الذين كانوا يلهون على شاطئ غزة، ليتبعهم بثلاثة آخرين كانوا يقفون على سطح منزلهم، وهم الذين قتلوا في حرب سابقة على شاطئ البحر أيضاً، سبعة من أسرة الطفلة هدى غالبية أمام عينيها. إنهم اليهود أنفسهم الذين كانوا في التاريخ، وعاشوا في الأزمنة الغابرة، فكما كانوا يكرهون أطفال غير اليهود ويقتلونهم، ويصفون دمهم في أوعية ويشربونه، فإنهم ما زالوا حتى اليوم على نفس الطبيعة، وذات الجبلة العفنة، والنفوس المريضة، والحدق المتأصل، والخبث المتجذر، لم يغيروا شيئاً من سلوكهم، ولم يبدلوا طباعهم الشاذة، بل ازدادوا بطشاً وحقاً، وأصبحت آلة القتل عندهم أكثر قسوة ومضاء، وأكثر عنفاً وإيغالاً، فلا يتأخرون عن قتل الأطفال وغيرهم، ولا يمتنعون عن الإساءة إليهم، وإلحاق الضرر بهم.

لا أدري كيف يصنف قادة العدو الإسرائيلي جيش كيانهم بأنه الجيش الأكثر أخلاقية في

تتمة الصفحة 1

قصروا، ويعاقبهم إن هم تأخروا عن استخدام القوة والعنف، ضد أي هدف يرون أنه يهدد سلامتهم، ويعرض حياتهم وغيرهم للخطر. القانون الإسرائيلي أعطى الحق للمستوطنين الإسرائيليين أن يرضخوا رؤوس الأطفال الفلسطينيين بالحجارة، وأن يطلقوا النار عليهم من سياراتهم المارة، وأن يدوسهم بعجلات سياراتهم المسرعة، وأن يعيدوا الكرة عليهم دهنياً من جديد مرات عدة، لضمان قتلهم، والتأكد من موتهم، ولو كان ذلك بتسجيل وتوثيق الإعلاميين، وفي حضرة كاميرات الصحفيين.

وسمح لهم قانونهم الباغي أن يطلقوا النار عليهم إن شعروا بالخطر، وألا يفرقوا أبداً بين طفل صغير وآخر رضيع، ولعل رجال دينهم وحاخاماتهم، يمارسون القتل بأنفسهم، ويحرضون غيرهم على فعله، ويرون في اعتداءاتهم على الأطفال مفخرة، وأن أفعالهم ضدهم ليست منكراً، ولا هي مستنكرة، ولعل حادثة قتل الحاخام موشيه ليفنغر لطفل فلسطيني، خير شاهد على هذه العقلية الإجرامية اليهودية البشعة.

إنه القانون الذي سمح للمستوطنين بخطف الأطفال الفلسطينيين من أمام منازلهم، أو أثناء العودة من مدارسهم، وغض الطرف عن إيذائهم وتكسير أطرافهم، وتهشيم عظامهم، قبل أن يأذن لآخرين بأن يسكبوا البنزين في جوف فتى ويشعلون به النار حياً، وينطلق غيرهم نحو طفل آخر ليعيدوا التجربة، ويكرروا الجريمة، لأنهم يعلمون يقيناً أن القانون لن يجرمهم، والمحاكم لن تدينهم، ولن تحكم عليهم، وإن أدانتهم وقضت بحبسهم، فإن قوانين الرحمة، ومحاولات الاستعطاف والتوسل، ومشاريع العفو والإفراج المبكر، كفيلة بإطلاق سراحهم، أو تخفيف أحكامهم، أو تمكينهم من



قرار من الامم المتحدة للتحقيق بارتكاب جرائم حرب

أصدر مجلس حقوق الانسان في الامم المتحدة قرارا يقضي بتشكيل لجنة دولية لها صفة عاجلة للتحقيق بشأن «كل الانتهاكات» المرتكبة في الهجوم الاسرائيلي على قطاع غزة حيث استشهد مئات فلسطينيا حتى الآن.

وتبنى المجلس، الذي يضم 46 عضواً، القرار الذي طرحته فلسطين، بغالبية 29 صوتاً، بينها الدول العربية والاسلامية التي انضمت اليها الصين وروسيا ودول اميركا اللاتينية ودول افريقية، فيما عارضت الولايات المتحدة لوحدها القرار، وامتنعت الدول الاوروبية عن التصويت.

وكانت قد دعت المفوضة العليا لحقوق الانسان في الامم المتحدة نافي بيبلاي إلى إجراء تحقيق بشأن جرائم حرب قد تكون إسرائيل ارتكبتها في قطاع غزة، منددة في المقابل بالهجمات العشوائية التي تشنها حركة حماس على مناطق مدنية إسرائيلية.

الأيام باللغّة الفرنسية :
ص. ١٢



الأيام

AL AYAM

الاقتصادية

(أسسها وفيق الطيبي سنة ١٩٦٦)

١٠٠٠ ليرة

- قرار من الامم المتحدة للتحقيق
بإرتكاب جرائم حرب

- إسرائيل تعاني من مشاكل عدة بسبب
عدوانها على غزة

- التنمية الاقتصادية أمام تحديات العصر

أسسها وفيق الطيبي سنة ١٩٦٦

العدد - ٧٨ - آب ٢٠١٤



المجتمع العربي - ص. ٨

الدكتور أسامة عثمان
المُخَدَّرَات والمُتَغَيِّرَات الاجتماعيّة في الوطن
العربي



القضية المركزية

العدوان على غزة:
قافلة الشهداء تزداد عدد يوم بعد يوم و الوطن
الجريح يفشل مخططات العدو الصهيوني

غزة تنزف، غزة تصمد، غزة تقاوم



المحرقة الاسرائيلية في قطاع غزة ... من يحاسب قتلة الأطفال؟

الأيام - عبد معروف



براءة أطفال فلسطين لا تشفع

وإذا كنا لا نستغرب ما تقوم به آلة الحرب والدمار الاسرائيلية في قطاع غزة ، يبدو وكأن بين الاسرائيليين وأطفال فلسطين ثأراً قديماً، وحساباً متراكماً عبر السنين، يصرون على تصفيته بكل دموية وهمجية، ودون رحمة ولا رافة، وقد منح قانونهم الجائر، حق الثأر والانتقام، وتحصيل الحق المدعى، ورد العدوان المفترى، وصد الخطر المتوقع، للجنود والمستوطنين وعامة المواطنين على السواء، فهو حق يكفله القانون لهم، وتحميم التشريعات من نتائجه.

فأصبح من حق جنود الاحتلال الصهيوني أن يطلقوا النار بكل بساطة ويسر على أي طفل فلسطيني، دون خوف من مساءلة أو محاسبة، فالقانون معهم وإلى صفهم، ينصفهم ولا يظلمهم، ويبرؤهم ولا يدينهم، بل يحاسبهم إن

تتمة ص. ٢

ولا تكتمل خارطة الألم الاسرائيلية إلا إذا وزع الألم والوجع على الأسر والعائلات، وعلى المناطق والأحياء، فقتل من كل العائلات، واستهدف أغلب البيوت، وتكاد لم تنج من نيرانه عائلة أو أسرة، ومنها من فقدت الكثير من أفرادها، صغاراً وكباراً، ونساءً ورجالاً، ليتعمق الألم ويزداد الوجع.

أراد العدو الصهيوني أن يرسم لقطاع غزة الصغير المساحة، والكثيف السكان، خارطة ألم تشمل كل مكان، وتصيب كل شخص وعائلة، وتصل إلى كل هيئة ومؤسسة، ليصاب بالرعب والخوف، وتسكنه الرهبة والصدمة، إلا أن المقاومة أرادت شيئاً آخر، فقررت أن تديقه الألم من كل مكان، وأن تجرعه المر بأيدي أبناء كل العائلات، ليذوق وبال أمره، ويندم على فعله، ويتراجع عن جريمته، وقد أحس يقيناً بأن خارطة التي رسمها للفلسطينيين ألماً، قد انقلبت عليه دماً وألماً، وحسرةً وندامة.

المراقبة بلا طيار «الزنانة» عن سماء القطاع، تصور وتراقب، وتنتقي الأهداف، وتحدد الاحداثيات، لتقوم غيرها بالقصف، أو تتولاها بنفسها انطلاقاً من قواعد التحكم الأرضية.

والمحرقة الاسرائيلية ضد الاطفال الفلسطينيين في قطاع غزة لا تقتصر على الجغرافيا، إذ لم يكتف الاحتلال بتوزيع غارات الموت والدمار على المناطق، ليعمم الألم على السكان كلهم، بل وزع الألم على الأهداف أيضاً، فقصف المساجد والمستشفيات ومراكز العلاج والأسواق والمباني والمحلات التجارية، ومقارن الأونروا ومستودعات الطعام والمؤن والدواء، والمزارع والمعامل والأراضي الخالية، كما قصف الشوارع والطرق وأعمدة الكهرباء، واستهدف السيارات والعربات والدراجات النارية، كما قصف الحمير والبهايم والدواب.

تصر حكومة الاحتلال الصهيوني على عدوانها الدموي على الشعب الفلسطيني في قطاع غزة، ما يجعل المشهد واضح بأن هذا الاحتلال العنصري مصرّ على إتمام المشهد الدموي الذي أعلن عنه صراحة بقتل أطفال غزة وإبادة شعب لا يريد أكثر من الحرية كباقي شعوب الدنيا.

كما وكأنه يريد توزيع عدوانه بالتساوي على كل أرجاء قطاع غزة، فلا يستثنى منه بقعة دون قصف، ولا حياً دون تدمير، ولا مخيماً دون تخريب، فقد طالت قذائف دباباته، وصواريخ طائراته كل مكان في قطاع غزة، واستهدف المناطق من البر والبحر والجو، بينما كانت دباباته وجنوده على طول حدود القطاع الشرقية والشمالية، وبوارجه وزوارقه الحربية لا تغيب عن حدوده الغربية على ساحل المتوسط، في الوقت الذي لا تغيب طائراته الحربية، وطائرات